

Il était une fois

Quand l'ultra-droite voulait stopper la Genève internationale

L'électorat minuscule de la Ville de Genève va trancher à la fin du mois la question de savoir si l'Organisation mondiale du commerce (OMC) peut s'agrandir sur son site actuel ou si elle en est chassée pour antipathie politique. Le reste du canton et de la Suisse assiste, médusé, au combat que l'extrême gauche municipale genevoise mène, sous prétexte de défendre quelques mètres carrés de parc, contre une organisation qui ne lui revient pas. Mais ainsi en va-t-il de la démocratie directe.

En 1965, c'était l'extrême droite qui s'en prenait aux organisations internationales. Les arguments ressemblaient à ceux d'aujourd'hui: elles empiétaient de façon insupportable sur l'espace des Genevois.

Il s'agissait, à ce moment-là, de créer une Fondation des immeubles pour les organisations internationales (Fipoi). Genève avait en effet obtenu de Berne la reconnaissance de l'utilité pour toute la Suisse des institutions de l'ONU qui s'implantaient dans la ville. La Fipoi prendrait en charge, au nom de Genève et de la Confédération, la gestion matérielle et financière des infrastructures de base que le pays hôte mettait à la disposition de l'ONU. Elle serait dotée d'un capital de 100 000 francs, payé à égalité par Genève et la Confédération. Le Grand Conseil avait voté en 1964 la loi sur la Fipoi et les 50 000 qui allaient avec. A la fin de l'année, un groupe d'extrême droite nommé Vigilance, tout frais venu sur la scène locale, lançait un référendum.



Joëlle Kuntz

Genève, en 1964, est en ébullition. Elle attire des multinationales et nombre d'entreprises nouvelles. Les agences spécialisées de l'ONU arrivent ou s'agrandissent. Le grand show, cette année-là, c'est la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced): deux mille délégués de 121 pays, du jamais-vu sur la place. Il est question que cette conférence devienne un organe permanent des Nations unies, les nouveaux pays indépendants y tiennent car ils cherchent un contre-pouvoir au GATT.

Tout le monde à Genève a conscience des problèmes de place et de leur répercussion sur les prix immobiliers comme sur le cadre de vie. Conçue pour remettre de la cohérence dans le chaos ambiant, la loi sur la Fipoi cherche aussi à protéger les zones arborisées et recommande la sauvegarde des «arbres et plantations existants» autour des bâtiments à construire. Mais cela ne stoppe pas l'assaut des mécontents.

Sous le slogan «Restons princes dans notre ville», Vigilance cherche à briser la Fipoi et, avec elle, le développement de la Genève internationale, caractérisée dans ses pamphlets par une horde de fonctionnaires venus de partout, ne payant pas d'impôts et s'emparant des meilleurs endroits.

Le climat idéologique de l'époque est de nature à soutenir l'entreprise. On est en pleine Guerre froide et le commerce mondial est, comme aujourd'hui, au centre des polémiques internationales.

La Communauté européenne a été créée en 1958. La Grande-Bretagne doit la rejoindre bientôt. L'URSS cherche à les empêcher d'établir des rapports commer-

L'affiche du comité référendaire contre la Fipoi apparue avant la votation du 5 avril 1965. ARCHIVES

ciaux privilégiés avec les anciennes colonies. Elle soutient donc fortement la conférence tricontinentale du Caire de 1962, qui dénonce la détérioration des termes de l'échange entre le Nord et le Sud et réclame un organe permanent de l'ONU pour la corriger.

Ni la CEE, ni les Etats-Unis ne sont partants. Au contraire, Washington lance au GATT, en mai 1964, le Kennedy Round, destiné à abaisser davantage les droits de douane et à libérer le commerce.

Mais face à l'alliance du Sud et de l'Est, démontrée au Caire, les Occidentaux ne font plus le poids. Fin 1964, ils acceptent de mauvais gré la création de la Cnuced au sein de l'ONU.

L'opinion ultra-droite déteste le caractère anti-occidental que prennent ainsi les Nations unies. Le 5 avril, elle obtient 25 804 voix contre la Fipoi, qui est cependant approuvée par 31 813 voix. Son premier bâtiment est justement destiné

au commerce: celui de l'Association européenne de libre-échange (AELE), rue de Varembe.

Les petites humeurs locales sont souvent reliées aux grandes humeurs du monde. En 1965, l'extrême droite genevoise s'agite contre des développements qui déplaisent aux Américains. En 2009, il n'y a plus de Guerre froide, mais il est piquant de constater que c'est contre une organisation qui déplaît aux Russes, le plus aux Russes, que l'extrême gauche s'agite.